

La francophonie en Asie Cambodge, Laos et Viêt Nam

Raoul Jennar

Volume 16, numéro 1, 1997

Prismes nationaux de la francophonie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040052ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040052ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Jennar, R. (1997). La francophonie en Asie : cambodge, Laos et Viêt Nam. *Politique et Sociétés*, 16(1), 119–127. <https://doi.org/10.7202/040052ar>

Résumé de l'article

La question de l'adhésion, par des peuples d'Asie, aux valeurs, aux richesses et de la langue et de la culture françaises prend une dimension d'une tout autre ampleur que celle du choix utilitaire, commode de la langue anglaise dans un temps dominé par l'économisme. Dans les trois pays de l'ancienne Indochine française, cette adhésion, devenue libre depuis la fin de la colonisation et l'instauration des langues nationales d'abord dans l'administration puis dans l'enseignement, relève d'une démarche individuelle et ne s'apparente plus à un phénomène collectif. Cette évolution est encouragée par l'entrée de ces pays dans un réseau régional de relations dont la langue commune est l'anglais.

LA FRANCOPHONIE EN ASIE: CAMBODGE, LAOS ET VIËTNAM

Raoul Jennar

Centre européen de recherches sur l'Extrême-Orient

Parler de l'Asie, c'est tout à la fois parler du passé et du futur. C'est évoquer un ensemble de pays ayant en commun d'être le siège de civilisations qui n'ont strictement rien à envier à aucune autre, de pays qui, de plus, offrent aujourd'hui, de manière inégale et inégalitaire sans doute, le spectacle du plus formidable développement. Un développement qui ne se manifeste pas seulement dans le domaine de l'économie, mais aussi dans les secteurs de l'éducation, de la science et de la culture. La fécondité de l'esprit et le dynamisme qui donnèrent jadis naissance à de grands systèmes de pensée, à d'innombrables merveilles artistiques et architecturales, à des modèles de gouvernement sophistiqués, à de nombreuses inventions du génie humain, contribuent aujourd'hui à donner à ces pays situés à notre Orient le plus extrême la tranquille et ferme assurance que le siècle qui vient sera le leur.

Il pourrait dès lors paraître désuet, voire presque anachronique, d'évoquer les reliquats d'un temps colonial dont on mesure mal, en Europe, à quel point il fut et continue d'être ressenti comme la plus grande humiliation jamais infligée à des peuples qui pensèrent le monde et les hommes avec Bouddha, Confucius, Lao-Tseu; qui bâtirent les temples d'Angkor et de Borobudur ou les palais de Pékin et de Hué; qui furent capables, en notre siècle, par les moyens d'un Mahatma Gandhi ou d'un Hô Chi Minh, de se libérer des empires européens et de mettre en échec la première armée du monde.

À l'inverse des sociétés amérindiennes de l'Amérique du Nord ou des civilisations aztèque, inca et maya, à l'inverse des royaumes africains, les civilisations asiatiques ont survécu à la colonisation, à tel point qu'on peut, comme le remarque le sinologue Pierre Ryckmans alias Simon Leys, « constater qu'en dépit ou grâce à une destruction

Raoul Jennar, Centre européen de recherches sur l'Extrême-Orient, B.P. 44, 1370 Jodoigne, Belgique.

partielle des expressions matérielles du passé, on observe une stupéfiante continuité spirituelle »¹.

La question de l'adhésion, des peuples d'Asie aux valeurs et aux richesses de la langue et de la culture françaises prend dès lors une dimension d'une tout autre ampleur que celle du choix utilitaire et commode de la langue anglaise dans un temps dominé par l'économisme. Par l'appartenance à la zone d'influence de l'ancienne métropole, elle dépasse, et de loin, le prolongement d'usages nés dans la colonisation.

Dans les trois pays de l'ancienne Indochine française, cette adhésion, devenue libre depuis la fin de la colonisation et l'instauration des langues nationales, d'abord dans l'administration puis dans l'enseignement, relève d'une démarche individuelle et ne s'apparente plus à un phénomène collectif. Cette évolution est encouragée par l'entrée de ces pays dans un réseau régional de relations dont la langue commune est l'anglais.

Nous nous trouvons donc dans une situation bien différente de celle que l'on observe dans bon nombre d'autres pays francophones. Si l'on prend, par exemple, les cinq secteurs-tests pour mesurer le degré d'utilisation d'une langue, on observe que pas plus au Cambodge, au Laos qu'au Vietnam le français n'est utilisé dans l'enseignement, dans l'administration, dans la vie politique, dans la presse ou dans le commerce. Certes, le français est enseigné; il est parlé par un certain nombre de fonctionnaires, d'hommes politiques et même parfois par quelques hommes d'affaires. Il existe aussi quelques journaux en français. Mais le français n'est plus la langue véhiculaire dans aucun secteur.

À ce stade de notre approche, il convient d'examiner de plus près les modalités de l'usage du français, soit qu'elles relèvent de l'héritage du passé, soit qu'elles résultent d'une volonté nouvelle des autorités, ou encore qu'elles s'inscrivent comme une obligation contractuelle née des accords de coopération avec la France.

LE CAMBODGE

Devenu indépendant en 1953, le Cambodge demeure un pays très fortement francophone pendant près de vingt ans. Le français y reste la langue d'enseignement jusqu'en 1967. C'est à ce moment-là seulement qu'il est décidé de substituer le khmer au français, celui-ci étant, à partir de 1974, enseigné comme une langue étrangère. L'attachement

¹ Simon Leys, *L'humeur, l'honneur, l'horreur*, Paris, Robert Laffont, 1991.

Résumé. La question de l'adhésion, par des peuples d'Asie, aux valeurs, aux richesses et de la langue et de la culture françaises prend une dimension d'une tout autre ampleur que celle du choix utilitaire, commode de la langue anglaise dans un temps dominé par l'économisme. Dans les trois pays de l'ancienne Indochine française, cette adhésion, devenue libre depuis la fin de la colonisation et l'instauration des langues nationales d'abord dans l'administration puis dans l'enseignement, relève d'une démarche individuelle et ne s'apparente plus à un phénomène collectif. Cette évolution est encouragée par l'entrée de ces pays dans un réseau régional de relations dont la langue commune est l'anglais.

Abstract. In an area dominated by economism, Asian support for French language and culture takes on an entirely different meaning when compared to the utilitarian and practical reasons for adopting the English language. In the three countries of former French Indochina, support of French language and culture is no longer imposed. Rather it has become voluntary since the end of their colonial status and the concurrent adoption of national languages in the administration and later in the education system. Their continued support of French stems, therefore, from an individual process rather than a collectivist phenomenon. This evolution is encouraged by the entry of these countries into a regional network of relations where the common language is English.

que voue le chef de l'État, Norodom Sihanouk, à la langue et à la culture française influera beaucoup sur cette longévité du français comme langue véhiculaire dans l'enseignement, la presse, l'administration et l'économie. Une forte présence de la coopération française et des intérêts économiques français joue un rôle.

Le renversement de Norodom Sihanouk, en mars 1970, fait basculer le destin du pays dans une tragédie dont il n'est pas encore complètement sorti. La guerre 1970-1975 amène à Phnom Penh une forte présence anglo-saxonne (Américains, Australiens, Néo-Zélandais). Cette présence entraîne l'emploi généralisé de l'anglais dans les secteurs administratif, économique et militaire. Cette guerre, qui est la cause de la disparition de près d'un million de personnes et de la destruction presque complète de tous les équipements du pays, se termine par la victoire des partisans d'un certain Saloth Sar, entré dans l'histoire sous le nom de Pol Pot.

Invoquant la défense de la pureté de la race khmère, et la défense d'une idéologie composée d'ultra-nationalisme et de collectivisme agraire, les Khmers rouges mettent en place une véritable bureaucratie de la mort, dont les victimes sont non seulement les partisans et fonctionnaires des régimes précédents, les communistes dissidents ou suspectés de dissidence, les minorités ethniques, mais aussi et surtout les citoyens considérés comme corrompus par les idées étrangères. Parler français, porter des lunettes, témoigner d'un degré quelconque de

qualification, c'est signer son arrêt de mort. Près de quatre années de ce régime vont entraîner la disparition de plus 1 500 000 personnes. Des professions entières disparaissent. Au moins 90 % des intellectuels et des artistes sont massacrés. Dans leur immense majorité, ils connaissaient le français.

Les Cambodgiens sont libérés de la tyrannie polpotiste à la suite de l'intervention de l'armée vietnamienne, au terme de plusieurs mois de conflits frontaliers. Plus de 600 000 personnes fuient le pays. En 1970, la population était estimée à huit millions d'habitants; en 1979, elle dépasse à peine les quatre millions et demi. Les survivants sont majoritairement des ruraux ne connaissent pas les langues étrangères. Seuls quelques milliers de citadins ont survécu.

La communauté internationale condamne l'intervention vietnamienne et décrète l'isolement du Cambodge. La France et tous les pays francophones restent sourds aux nombreux appels des Cambodgiens francophones désireux de reconstruire leur pays et de rendre au français sa place d'antan. Ceux qui laissent de côté les considérations géopolitiques pour privilégier le sort des populations cambodgiennes dans le désarroi le plus total appartiennent rarement à des gouvernements. Ce sont des organisations non gouvernementales (ONG) dont, au Cambodge, les anglo-saxonnes sont cinq fois plus nombreuses que les francophones. Ignorant les choix politiques de leurs gouvernements, elles sont extrêmement efficaces sur le terrain et font preuve d'une très grande combativité linguistique. Progressivement, elles imposent l'usage de l'anglais à leurs interlocuteurs cambodgiens.

Pendant les années 1980, la présence francophone est modeste et tardive : quelques ONG, des dons de livres et un soutien à la Faculté de médecine par l'association présidée par Danielle Mitterrand. L'Alliance française n'ouvre ses portes qu'en septembre 1990. En quelques mois, 8 000 élèves s'inscrivent. Mais ce succès tardif n'enraye pas un déclin du français que les autorités en place, soucieuses de diversifier les influences, ont pourtant essayé d'éviter. La présence de l'ONU, de la fin de 1991 à la fin de 1993, va consacrer la victoire de l'anglais. Il faut noter, entre parenthèses, que l'ONU, représentative d'un monde où l'anglais est majoritaire, fonctionne, là où elle se déploie, comme un instrument autoritaire de propagation de l'anglais. Lors des réunions du Conseil national suprême représentant toutes les factions cambodgiennes, les dirigeants de la mission onusienne s'exprimaient en anglais à des interlocuteurs dont plusieurs ignoraient cette langue. Lorsque cette même institution ratifia un certain nombre d'instruments internationaux, seules furent soumises à la signature les versions en khmer et en anglais; les textes en français, pourtant préparés, furent

délibérément mis à l'écart par les fonctionnaires de l'ONU. Tous les Cambodgiens connaissent les initiales anglaises du nom de la mission des Nations Unies: ils disent UNTAC et non pas APRONUC.

Aujourd'hui, face à une utilisation exclusive de l'anglais par presque toutes les agences des Nations Unies, par les représentants de l'Union européenne et par l'immense majorité des ONG, face à un activisme soutenu des agences de développement américaines, britanniques et australiennes, face au rôle économique décisif joué par des acteurs régionaux s'exprimant en anglais, le français est présent surtout là où la coopération bilatérale franco-cambodgienne est forte (par exemple, à l'université de Phnom Penh, à la Faculté de médecine et à la Faculté de droit, à l'Institut de technologie, à l'École royale d'administration, dans tout le secteur du patrimoine architectural). Il l'est aussi, mais plus modestement, dans les départements ministériels dont les titulaires sont francophones.

Dans le domaine de la presse en langue étrangère, la disparition récente du mensuel *Le Mékong* laisse sans concurrent sérieux le bimensuel *Phnom Penh Post* et le quotidien *Cambodia Daily*, tous deux de très bonne qualité. Le jeune trihebdomadaire *Cambodge Soir*, soutenu financièrement par l'AUPELF, semble éprouver beaucoup de difficultés à fidéliser un lectorat. Les téléspectateurs qui disposent d'une antenne parabolique peuvent capter Canal France international et TV5 et les auditeurs fidèles aux émissions en ondes courtes peuvent écouter Radio France international.

Des trois pays de l'ancienne Indochine française, le Cambodge est celui qui est resté le plus longtemps francophone à un niveau dépassant très largement le cercle des élites dirigeantes. La guerre américaine, le génocide (suivi de l'isolement du pays et du désintérêt des États francophones) et enfin la mission des Nations Unies ont démantelé cette place forte de la francophonie qu'était le Cambodge lorsque Charles de Gaulle y prononça son fameux discours de Phnom Penh, en 1966.

La coopération française a résolument choisi de concentrer ses efforts dans le domaine de la formation. C'est la meilleure option. Non seulement parce qu'elle répond aux besoins prioritaires du pays, mais aussi parce qu'elle offre aux Cambodgiens un choix entre les valeurs véhiculées par le modèle anglo-saxon et les valeurs rattachées au modèle français. Qu'il s'agisse, par exemple, du plan comptable ou du système judiciaire, ces choix ne sont pas indifférents.

Miser sur la formation, c'est aussi miser sur un avenir qui devrait donner aux Cambodgiens les moyens de diversifier les influences qu'ils subissent. Ils trouveront alors une justification à utiliser le français, qui consolide l'avenir au lieu d'entretenir la nostalgie. Ils

dépasseront ainsi une compétition linguistique dont le dérisoire contraste singulièrement avec les priorités de la reconstruction et du développement.

LE LAOS

Comme le Cambodge, le Laos a fait très longtemps usage du français en tant que langue véhiculaire. Jusqu'au début des années 1970, le français est la langue d'enseignement dans le cycle secondaire, et la langue de travail dans l'administration et dans la diplomatie. Ce statut a été modifié en 1974 au profit de la langue lao.

Pour une population d'un peu plus de quatre millions d'habitants, le « Pays du million d'éléphants » compte aujourd'hui environ 5 % de francophones. Cela relève presque du miracle dans la mesure où les Laotiens ont été longtemps privés de livres et d'enseignants. Malgré cette forte pénurie, le français a été la langue étrangère la plus enseignée dans le cycle secondaire jusqu'en 1992. La présence massive d'experts anglophones financés par la Banque mondiale et par la Banque asiatique de développement, venus réformer le système éducatif, a depuis lors donné l'avantage à l'anglais, stimulé par ailleurs par l'intensification des relations économiques avec la Thaïlande.

Malgré cette tendance relativement nouvelle en faveur de l'anglais, on observe une demande persistante des autorités laotiennes, soucieuses de renforcer l'enseignement du français aux cycles secondaire et supérieur.

Mais le Laos est un petit pays sans importance économique ou stratégique. Il intéresse peu. La modestie des efforts consentis pour répondre aux besoins témoigne des limites d'un discours sur la spécificité d'une francophonie dont la solidarité interne ne serait pas dominée par des considérations de pouvoir et d'argent.

LE VIÊTNAM

Ce pays fut le premier des trois pays indochinois à renoncer au français comme langue véhiculaire. Au Nord-Vietnam comme au Sud-Vietnam, après les accords de Genève de 1954, la tendance fut à une vietnamisation radicale de la langue d'enseignement.

La guerre et la présence américaine massive dans le Sud ont relégué le français loin derrière l'anglais comme langue étrangère. La réunification du pays, trop vite suivie de son isolement à cause de la question cambodgienne, n'a pas permis une reprise de l'enseignement du français avant la fin des années 1980.

Aujourd'hui, environ 510 000 personnes connaissent le français, soit 0,8 % de la population totale. Mais il s'agit, pour la plupart, de sexagénaires. Si le Vietnam est le premier pays francophone d'Asie, ce fait s'apparente, pour l'heure, davantage à une trace provisoire du passé qu'à un choix volontaire pour l'avenir.

Et pourtant, le fait francophone est une réalité incontestable, due non seulement à des générations nées pendant la période coloniale, mais aussi à de jeunes intellectuels, à de jeunes enseignants, à de jeunes entrepreneurs. Sans doute peu nombreux en regard de l'ensemble de la population, ils constituent un groupe non négligeable au sein de la jeune intelligentsia vietnamienne. Ils expriment une attente très vive à l'égard de la francophonie. Cette attente est relayée par les autorités qui, depuis le début de la décennie, font des efforts importants pour que soit enseigné le français dès le cycle primaire.

Plus de 150 000 élèves² étudient le français dans les établissements d'enseignement général. Certes, ce nombre ne représente qu'un pourcentage relativement faible de la population scolaire, environ 80 % des élèves ayant fait le choix de l'anglais. Mais ce nombre augmente régulièrement, phénomène qui s'observe également dans l'enseignement supérieur où, par exemple, à l'École normale supérieure de langues étrangères de Hanoi, on est passé de 300 étudiants en français en 1990 à 500 en 1993. Il en va de même à Hué et à Hô Chi Minh-Ville.

L'idée des écoles bilingues fait son chemin au Vietnam. On est passé de quatre classes bilingues expérimentales en 1992 à 125 classes pour l'année scolaire 1994-1995. Dans ces classes, sur 40 heures de cours par semaine, dix étaient consacrées à l'enseignement du français, auxquelles s'ajoute l'enseignement en français de certaines disciplines scientifiques. Pour la seule Hô Chi Minh-Ville, quatre écoles primaires et quatre collèges sont des établissements bilingues français-vietnamien. L'objectif commun aux autorités vietnamiennes et au Secrétariat d'État français à la francophonie est d'atteindre, en 1997, le nombre de 500 classes bilingues.

Depuis la normalisation des relations entre la France et le Vietnam, consacrée en 1989 par la visite d'Alain Decaux, ministre délégué à la Francophonie et, en 1992, par celle de François Mitterrand, président de la République française, de multiples initiatives se sont développées en faveur de l'enseignement du français, soit dans un cadre strictement bilatéral, soit par l'intermédiaire des institutions de la francophonie. L'intensification des échanges

² Valérie Daniel, *La Francophonie au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 1992; *État de la francophonie dans le monde*, Paris, La Documentation française, 1993; *Atlas de la langue française*, Paris, Bordas, 1995.

commerciaux faisant de la France le 3^e investisseur au Vietnam a considérablement stimulé la motivation pour l'étude du français.

La coopération franco-vietnamienne est également importante dans le domaine juridique, dans celui de la santé comme dans celui de la maîtrise des techniques bancaires. D'autres pays coopèrent avec le Vietnam. Ainsi, la Communauté française de Belgique inscrit-elle le soutien à des projets de coopération dans le contexte d'un accord-cadre entre la Belgique et le Vietnam.

Enfin, illustrant ce regain d'intérêt pour le Vietnam, trois films français ont été tournés dans ce pays: *Indochine*, de Régis Warnier, *Dien Bien Phu*, de Pierre Schoendoerffer et *L'Amant* de Jean-Jacques Annaud.

Dans le bouillonnement d'un pays qui connaît de rapides et profondes transformations, l'attachement du Vietnam à la francophonie, s'il n'est pas exclusif, est toutefois bien réel. Sa candidature, qui vient d'être retenue, pour accueillir le prochain sommet francophone en 1997 en est un témoignage. Comme au Cambodge, l'attente à l'égard de la francophonie répond à un besoin de multiplier les voies de l'intégration du Vietnam dans le monde et de diversifier les influences qui s'exercent sur le pays.

Mais cette attente est-elle suffisamment relayée par la francophonie institutionnelle et les plus riches de ses États membres ? Comme l'écrivait Minh Thong, dans le numéro du 1^{er} mai 1995 de *Saigon Eco*, « pour que les Vietnamiens retrouvent un intérêt à la francophonie, il faut que les Français eux-mêmes croient encore au français, oui un français non pas en compétition, mais en partage »³.

CONCLUSION

Selon les chiffres émis par le Haut Conseil de la francophonie, il y aurait environ 700 000 francophones dans les trois pays de la péninsule indochinoise. Quel est le sens de cette présence ? S'agit-il d'une adhésion délibérée à des valeurs et en même temps à la modernité ? Ou ne serait-ce que le luxe d'une certaine élite intellectuelle avide de se distinguer ? Les réponses vont varier selon les générations, les milieux sociaux et les pays.

Il est manifeste, plus particulièrement chez les personnes plus âgées, qu'un attachement sentimental joue un rôle. Le français est quasi confondu avec l'enfance, l'école, les premières étapes de la vie professionnelle. D'autant que la lutte pour l'indépendance, si elle a pu

³ Minh Thong, « Nouveau départ du français au Vietnam », *Saigon Eco*, 1^{er} mai 1995.

traduire une rupture avec la France, n'a pas exprimé de rupture avec les valeurs dont la culture française est porteuse. Au contraire!

Les nouvelles générations, particulièrement chez les jeunes intellectuels vietnamiens, semblent plus intéressées par une langue qui, tout en leur ouvrant l'accès à une culture de portée universelle, fournit en même temps le vecteur d'une modernité incarnée par des réalisations comme Ariane, Airbus ou le TGV.

On ne peut exclure, et on le perçoit déjà au Cambodge, que la connaissance du français soit en quelque sorte un signe extérieur de richesse, une marque d'appartenance à la catégorie des professions que nous appelons chez nous « libérales » et qui, à Phnom Penh, doivent leur renaissance aux efforts de la coopération française en faveur de ces activités.

Enfin, je voudrais avancer une proposition qui donnerait un sens à une francophonie non bornée à l'étude d'une langue permettant de lire les étiquettes ou les modes d'emploi des produits vendus par l'ancienne métropole. Ne pourrait-on fonder la pertinence d'une francophonie internationale sur l'existence de solidarités nouvelles entre pays en développement et pays riches, adhérant tous aux mêmes valeurs à travers une même langue? Ne pourrait-on concevoir la francophonie comme un « multilatéralisme » dépouillé d'enjeux de pouvoir? Serait-il vain d'envisager qu'une diplomatie des pays francophones contribue davantage, dans les zones de tension, aux rapprochements pacificateurs? Ne pourrait-on voir ceux qui ont connu l'épouvantable tragédie d'un génocide, comme les Cambodgiens et les Ruandais, échanger, au nom des valeurs qui les lient à la culture des Lumières, leurs expériences, leurs interrogations et leurs réponses et aider ainsi à combattre partout l'impunité qui empêche que se construisent des États de droit?